

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Benoit Grou, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Mont-Tremblant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 25 avril 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	43
Analyse des charges	55

Renseignements financiers ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers audités	
Résultats détaillés	61
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	62
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	63
Charges par objets	64
Excédent (déficit) accumulé	65
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	69
Analyse des charges sans amortissement	81
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers audités	
Résultats détaillés	85
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	86
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	87
Charges par objets	88
Excédent (déficit) accumulé	89
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	93
Analyse des charges sans amortissement	105

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Mont-Tremblant

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la VILLE DE MONT-TREMBLANT (la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE MONT-TREMBLANT au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2023, du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Ville aurait dû procéder à la comptabilisation, au 31 décembre 2023, des obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations. La Ville, n'ayant pas terminé l'analyse de ses obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations, aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au rapport financier.

Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires au niveau des immobilisations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à l'amortissement des immobilisations, à la charge de désactualisation et à l'excédent accumulé ou à d'autres postes des états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. À cet égard, les états financiers dérogent aux normes comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE MONT-TREMBLANT inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

PATRICE FORGET, CPA auditeur
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Mont-Tremblant, le 25 avril 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	45 540 160	45 887 868	41 660 281
Compensations tenant lieu de taxes	2	367 914	322 008	380 993
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 693 569	2 628 846	5 636 394
Services rendus	5	4 456 980	4 611 720	4 065 952
Imposition de droits	6	4 695 400	7 122 466	9 447 679
Amendes et pénalités	7	188 400	202 365	86 894
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	1 003 800	1 362 892	1 039 284
Autres revenus	10	37 014	2 814 342	4 994 678
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	57 983 237	64 952 507	67 312 155
Charges				
Administration générale	14	7 799 352	7 835 688	7 297 117
Sécurité publique	15	12 266 102	12 488 176	13 461 167
Transport	16	8 684 716	12 255 871	11 101 704
Hygiène du milieu	17	6 987 638	9 007 649	8 004 166
Santé et bien-être	18	1 313 040	27 226	31 801
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 620 591	5 599 743	4 979 024
Loisirs et culture	20	9 328 503	11 576 903	9 567 311
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 571 140	1 601 963	1 224 733
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	53 571 082	60 393 219	55 667 023
Excédent (déficit) de l'exercice	25	4 412 155	4 559 288	11 645 132
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		157 417 177	145 772 045
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		157 417 177	145 772 045
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		161 976 465	157 417 177

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	15 102 298	23 575 568
Débiteurs (note 5)	2	20 169 930	19 696 890
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	35 272 228	43 272 458
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	13 364 358	13 399 873
Revenus reportés (note 11)	12	3 219 830	3 979 292
Dette à long terme (note 12)	13	55 313 833	52 034 829
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	453 800	416 300
Autres passifs (note 14)	15		
	16	72 351 821	69 830 294
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(37 079 593)	(26 557 836)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	194 577 459	179 521 042
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 714 477	2 969 474
Stocks de fournitures	20	1 160 792	1 059 489
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	603 330	425 008
	23	199 056 058	183 975 013
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	161 976 465	157 417 177
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	161 976 465	157 417 177
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	161 976 465	157 417 177
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 412 155	4 559 288	11 645 132
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	24 545 090)(	32 229 381)
Produit de cession	3		400	806 291
Amortissement	4		9 488 673	8 851 409
(Gain) perte sur cession	5		(400)	(357 682)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(15 056 417)	(22 929 363)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		254 997	(119 203)
Variation des stocks de fournitures	10		(101 303)	(215 006)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(178 322)	(37 804)
	13		(24 628)	(372 013)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	4 412 155	(10 521 757)	(11 656 244)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(26 557 836)	(14 901 592)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(26 557 836)	(14 901 592)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(37 079 593)	(26 557 836)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 559 288	11 645 132
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	9 488 673	8 851 409
Autres			
▪ Gain/perte sur cession	3.1	(400)	(357 682)
	4	14 047 561	20 138 859
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(473 040)	(1 765 893)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(35 515)	4 304 946
Revenus reportés	8	(759 462)	697 360
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	37 500	1 657 300
Propriétés destinées à la revente	10	254 997	(119 203)
Stocks de fournitures	11	(101 303)	(215 006)
Autres actifs non financiers	12	(178 322)	(37 804)
	13	12 792 416	24 660 559
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(24 545 090)	(32 229 381)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	400	806 291
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(24 544 690)	(31 423 090)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		5 931
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		5 931
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	7 950 000	3 620 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(4 634 000)	(4 590 000)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(36 996)	(47 390)
Autres			
▪	28.1		
	29	3 279 004	(1 017 390)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(8 473 270)	(7 773 990)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	23 575 568	31 349 558
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	23 575 568	31 349 558
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	15 102 298	23 575 568

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

Suite à l'adoption du décret numéro 1294-2000 du gouvernement du Québec en date du 8 novembre 2000 et publié dans la gazette officielle du Québec en date du 22 novembre 2000, la Municipalité de Mont-Tremblant a fait l'objet d'un regroupement avec la Ville de Saint-Jovite, la Municipalité du Lac-Tremblant-Nord et la Municipalité de la Paroisse Saint-Jovite. La nouvelle ville issue de ce regroupement s'appelle Ville de Mont-Tremblant.

Suite à l'adoption des décrets numéros 845-2005 et 846-2005 du gouvernement du Québec en date du 14 septembre 2005, la Ville de Mont-Tremblant a fait l'objet d'une défusion avec la Municipalité de Lac-Tremblant-Nord. La nouvelle ville issue de cette défusion s'appelle Ville de Mont-Tremblant et comprend l'agglomération de Mont-Tremblant et la Ville de Mont-Tremblant.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ses normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles, des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Ville est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Travaux d'infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules et machinerie lourde	3 à 20 ans
Améliorations locatives	15 ans
Autres machineries et équipements	10 ans
Mobiliers et équipements	10 ans
Équipements informatiques	5 ans
Parcs et terrains de jeux	20 ans

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations en cours de construction ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Propriétés destinée à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Mont-Tremblant possède un volet à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Les régimes de retraite suivants sont comptabilisés comme des régimes de retraites à cotisations déterminées :

- Le Régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville;
- Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville;
- Le Régime de retraite à prestation déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la loi »). Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2023 selon la méthode suivante : valeur lissée sur une période de 5 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - pour le financement des activités de fonctionnement : au fur et à mesure de l'amortissement aux résultats des frais d'émissions reportés sur la dette à long terme.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, et la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences des chapitres SP 3450 - Instruments financiers, SP 3041 - Placements de portefeuille, SP 2601 - Conversion des devises et SP 1201 - Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

L'adoption de ces nouvelles exigences, appliquées de façon prospective, n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville, mis à part en ce qui concerne la divulgation d'information portant sur les risques découlant des instruments financiers présentée à la note 25.

Adoption initiale - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Ville comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	15 102 298	23 575 568
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	15 102 298	23 575 568
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	15 102 298	23 575 568
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	1 452	1 277 152
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	3 247 434	2 526 138
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	7 501 821	7 738 465
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	4 591 940	4 446 647
Organismes municipaux	13	777 595	730 431
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	2 815 050	2 915 047
▪ Individus et organismes	14.2	1 236 090	1 340 162
	15	20 169 930	19 696 890
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 839 900	4 339 900
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	3 839 900	4 339 900
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	639 524	596 575
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	9 706	6 055
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 344 574	2 470 389
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	309 895	113 845
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	4 837 646	5 148 176
	27	7 501 821	7 738 465

Note

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, est d'un montant de 13 507 671 \$.

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

7. Placements de portefeuille

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé au 31 décembre 2023 de 3 000 000 \$ et celle-ci porte intérêt au taux préférentiel. Cette dernière n'est pas utilisée au 31 décembre 2023.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	5 685 374	6 838 366
Salaires et avantages sociaux	42	1 887 749	2 025 300
Dépôts et retenues de garantie	43	5 232 755	3 781 582
Provision pour contestations d'évaluation	44	2 353	4 932
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	45.1	35 754	181 935
▪ Gouvernement du Canada	45.2	15 227	88 466
▪ Intérêts courus	45.3	330 965	189 219
▪ Autres courus et passifs	45.4	41 161	78 865
▪ Organismes municipaux	45.5	133 020	211 208
	46	13 364 358	13 399 873

Note

La valeur comptable des crédoeurs et autres charges à payer, excluant les taxes à la consommation à payer, les avantages sociaux à payer et la provision pour contestation d'évaluation, est d'un montant de 11 428 765 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	373 241	421 650
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	299 889	329 380
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	2 546 700	3 226 862
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Revenus perçus d'avance	60.1		1 400
	61	3 219 830	3 979 292

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,75	5,60	2025	2031	62	55 798 000	52 482 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	55 798 000	52 482 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(484 167)	(447 171)
					72	55 313 833	52 034 829

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73		4 944 000			4 944 000
2025	74		16 719 000			16 719 000
2026	75		8 505 000			8 505 000
2027	76		8 898 000			8 898 000
2028	77		690 000			690 000
2029 et plus	78		16 042 000			16 042 000
	79		55 798 000			55 798 000
Intérêts et frais accessoires	80		(	)	(	)
	81		55 798 000			55 798 000

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	(453 800)	(416 300)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	(453 800)	(416 300)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	654 200	1 152 500
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	85 243	72 181
Autres régimes (REER et autres)	88	23 727	23 211
Régimes de retraite des élus municipaux	89	63 280	59 250
	90	826 450	1 307 142

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	()	()
Charge de désactualisation ¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

La direction n'a pas finalisé ses travaux relatifs à l'identification et à l'évaluation de ses obligations liées à la mise au service d'immobilisations à la date des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	45 597 482	258 495	48 638	45 807 339
Eaux usées	103	35 753 571	259 767	9 895	36 003 443
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	82 085 803	6 611 243	91 959	88 605 087
Autres					
▪ Parcs et terrain de jeux	105.1	18 820 033	1 350 499	19 923	20 150 609
▪ Autres	105.2	6 929 872	183 308	2 144	7 111 036
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	65 777 569	4 364 357	16 014	70 125 912
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	10 043 002	1 441 962	110 317	11 374 647
Ameublement et équipement de bureau	110	1 045 041	403 087	163 196	1 284 932
Machinerie, outillage et équipement divers	111	10 161 016	1 054 048	97 221	11 117 843
Terrains	112	11 028 340	6 644 490		17 672 830
Autres	113				
	114	287 241 729	22 571 256	559 307	309 253 678
Immobilisations en cours	115	2 846 037	1 973 834		4 819 871
	116	290 087 766	24 545 090	559 307	314 073 549

AMORTISSEMENT CUMULÉ

Infrastructures					
Eau potable	117	20 117 220	1 258 755	48 638	21 327 337
Eaux usées	118	18 088 643	951 159	9 895	19 029 907
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	36 092 238	3 211 547	91 959	39 211 826
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	120.1	7 920 815	879 656	19 923	8 780 548
▪ Autres	120.2	1 569 124	189 304	2 144	1 756 284
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	14 112 437	1 667 558	16 012	15 763 983
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	5 177 352	553 756	110 317	5 620 791
Ameublement et équipement de bureau	125	550 815	192 621	163 196	580 240
Machinerie, outillage et équipement divers	126	6 938 080	584 317	97 223	7 425 174
Autres	127				
	128	110 566 724	9 488 673	559 307	119 496 090
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	179 521 042			194 577 459

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations corporelles

Coût	130				
Amortissement cumulé	131	(	)	(	)
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	2 714 477	2 969 474
	136	2 714 477	2 969 474
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	2 714 477	2 969 474

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Dépenses payées d'avance	144.1	603 330	425 008
Autres			
▪	145.1		
	146	603 330	425 008

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée par contrats de location et d'entretien. Le solde des engagements suivant ces contrats s'établit à 13 369 500 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2024	-	5 820 733 \$
2025	-	3 095 242 \$
2026	-	2 580 241 \$
2027	-	1 873 284 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu différents accords à long terme, dont les plus importants, ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 14 083 975 \$ qui seront encaissés selon l'échéancier suivant :

2024	-	2 342 299 \$
2025	-	2 337 774 \$
2026	-	2 342 898 \$
2027	-	2 348 177 \$
2028	-	2 353 614 \$
2029 et plus		2 359 213 \$

21. Passifs éventuels

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement avait donc été suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Le 11 avril 2024, la Cour suprême a rejeté la demande d'autorisation d'appel des parties dans le dossier de la contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (« Loi 15 »).

La décision de la Cour d'appel, rendue en avril 2024 et qui avait confirmé la décision du jugement rendu le 9 juillet 2020, est donc considérée comme la décision finale sur le fond dans ce dossier. Ainsi, les dispositions de la Loi 15 applicables aux participants actifs au sens de cette loi demeurent en vigueur. Considérant qu'il n'y a pas eu la suspension de l'indexation des rentes des participants retraités au sens de la Loi 15 pour le régime de retraite, cette décision ne devrait avoir aucune incidence. Cela met ainsi fin aux démarches liées à la contestation de la Loi 15 pour le régime de retraite.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
	150		
	151		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de poursuites et réclamations éventuelles totalisant 181 479 010 \$. De l'avis de la direction, les réclamations apparaissent exagérées et non fondées, d'autant plus, compte tenu que pour la réclamation la plus importante, le demandeur pourra toujours générer des profits futurs qui viendraient affecter à la baisse sa réclamation si ce dernier a gain de cause. Il est présentement impossible de prévoir le dénouement de ces poursuites et réclamation éventuelle ou les montants que la Ville pourrait être appelée à verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2023	2022
Non en souffrance	600 261 \$	888 469 \$
En souffrance		
moins de 3 mois	75 018 \$	22 181 \$
de 3 à 6 mois	233 325 \$	170 503 \$
de 7 à 12 mois	- \$	- \$
plus de 12 mois	126 624 \$	76 473 \$
	1 035 228 \$	1 157 626 \$
Moins la provision pour créances douteuses	68 926 \$	18 776 \$
	<u>966 302 \$</u>	<u>1 138 850 \$</u>

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Solde au début	18 776 \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	50 150 \$
Montants recouvrés	- \$
Solde à la fin	68 926 \$

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	11 428 765 \$	- \$	- \$	- \$	11 428 765 \$
Dette à long terme	4 944 000 \$	9 317 000 \$	8 112 000 \$	33 425 000 \$	55 798 000 \$
	<u>16 372 765 \$</u>	<u>9 317 000 \$</u>	<u>8 112 000 \$</u>	<u>33 425 000 \$</u>	<u>67 226 765 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

31 décembre 2022	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	11 104 693 \$	- \$	- \$	- \$	11 104 693 \$
Dette à long terme	4 634 000 \$	9 637 000 \$	8 047 000 \$	30 164 000 \$	52 482 000 \$
	<u>15 738 693 \$</u>	<u>9 637 000 \$</u>	<u>8 047 000 \$</u>	<u>30 164 000 \$</u>	<u>63 586 693 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Considérant que la Ville comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Ville prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter ou diminuer l'excédent annuel lié aux activités de 2023 d'un montant de 151 023 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	45 540 160	45 887 868		45 887 868	41 660 281
Compensations tenant lieu de taxes	2	367 914	322 008		322 008	380 993
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 193 569	1 188 741		1 188 741	1 026 375
Services rendus	5	4 456 980	4 611 720		4 611 720	4 065 952
Imposition de droits	6	4 695 400	7 122 466		7 122 466	9 447 679
Amendes et pénalités	7	188 400	202 365		202 365	86 894
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	1 003 800	1 362 892		1 362 892	1 039 284
Autres revenus	10	37 014	524 372		524 372	415 993
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	57 483 237	61 222 432		61 222 432	58 123 451
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		1 440 105		1 440 105	4 610 019
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		747 547		747 547	3 492 510
Autres	18		1 542 423		1 542 423	1 086 175
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		3 730 075		3 730 075	9 188 704
	22	57 483 237	64 952 507		64 952 507	67 312 155
Charges						
Administration générale	23	7 799 352	7 495 870	339 818	7 835 688	7 297 117
Sécurité publique	24	12 266 102	12 155 086	333 090	12 488 176	13 461 167
Transport	25	8 684 716	8 417 975	3 837 896	12 255 871	11 101 704
Hygiène du milieu	26	6 987 638	6 638 308	2 369 341	9 007 649	8 004 166
Santé et bien-être	27	1 313 040	27 226		27 226	31 801
Aménagement, urbanisme et développement	28	5 620 591	5 464 966	134 777	5 599 743	4 979 024
Loisirs et culture	29	9 328 503	9 103 152	2 473 751	11 576 903	9 567 311
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	1 571 140	1 601 963		1 601 963	1 224 733
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		9 488 673	(9 488 673)		
	34	53 571 082	60 393 219		60 393 219	55 667 023
Excédent (déficit) de l'exercice	35	3 912 155	4 559 288		4 559 288	11 645 132

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 912 155	4 559 288	11 645 132
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(3 730 075)	(9 188 704)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 912 155	829 213	2 456 428
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		9 488 673	8 851 409
Produit de cession	5		400	806 291
(Gain) perte sur cession	6		(400)	(357 682)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		9 488 673	9 300 018
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		255 000	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		255 000	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			5 931
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			5 931
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		85 237	48 834
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 134 000)	(4 134 000)	(4 090 000)
	18	(4 134 000)	(4 048 763)	(4 041 166)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	719 705)	(841 127)	(220 034)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 703 700	2 148 871	1 718 572
Réserves financières et fonds réservés	22	(762 150)	(843 264)	(804 152)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(9 174)	25 748
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	221 845	455 306	720 134
	26	(3 912 155)	6 150 216	5 984 917
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		6 979 429	8 441 345

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	3 730 075	9 188 704
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	389 827)(	166 297)
Sécurité publique	3 (	1 322 218)(	270 805)
Transport	4 (	3 971 273)(	6 596 621)
Hygiène du milieu	5 (	6 114 700)(	4 735 083)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	689 165)(	59 588)
Loisirs et culture	8 (	12 057 907)(	20 400 987)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	24 545 090)(	32 229 381)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	119 203)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	7 864 763	3 540 135
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	841 127	220 034
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 627 981	3 945 499
Réserves financières et fonds réservés	18	2 051 234	1 567 223
	19	4 520 342	5 732 756
	20	(12 159 985)	(23 075 693)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(8 429 910)	(13 886 989)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	15 769 228	14 489 295	13 869 109
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	3 282 615	3 053 382	3 438 618
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	26 687 322	24 642 115	22 078 665
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 496 575	1 525 598	1 129 499
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	74 565	74 565	83 734
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		1 800	11 500
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	3 279 730	3 439 990	3 042 120
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	2 966 047	3 611 205	3 148 891
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		9 488 673	8 851 409
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Autres	21.1	15 000	66 596	13 478
	22	53 571 082	60 393 219	55 667 023

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	12 879 640	14 476 305
Excédent de fonctionnement affecté	2	12 041 890	9 292 651
Réserves financières et fonds réservés	3	3 555 889	2 713 858
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	20 387)(	15 107)
Financement des investissements en cours	5	(12 053 858)	(3 623 951)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	145 573 291	134 573 421
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	161 976 465	157 417 177

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	12 879 640	14 476 305
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	12 879 640	14 476 305

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Surplus affecté Agglo	12.1	2 571 251	2 087 652
▪ Surplus affecté local	12.2	5 669 805	5 354 061
▪ Surplus ordures	12.3	163 082	343 176
▪ Aqueducs/égouts/usines STJ	12.4	1 153 468	983 692
▪ Aqueducs/égouts/usines MTT	12.5	1 155 094	520 348
▪ Fonds de la criminalité	12.6		3 722
▪ Logements abordables - Local	12.7	480 304	
▪ Logements abordables - Agglo	12.8	848 886	
	13	12 041 890	9 292 651
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	12 041 890	9 292 651

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Sportives et éducatives	17.1	418 768	1 374 121
▪ Environnement	17.2	771 361	
	18	1 190 129	1 374 121
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	2 052 467	1 069 511
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	198 702	198 702
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	100 000	50 000
Autres			
▪ Stationnement	30.1	14 591	21 524
	31	2 365 760	1 339 737
	32	3 555 889	2 713 858

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(	)
Autres	37 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(	)
	39 (	)(	)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	41 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 (	)(	)
Autres			
▪	44.1 (	)(	)
	45 (	)(	)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	46 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	47 (	)(	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	48 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	49 (	)(	)
Autres			
▪	50.1 (	)(	)
	51 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	52 (	)(	)
Mesure relative à la COVID-19	53 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	)(	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 (	)(	)
Autres			
▪ autres financements	56.1 (	239 459)(	225 004)
	57 (	239 459)(	225 004)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	58	219 072	209 897
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61		
Autres			
▪	62.1		
	63	219 072	209 897
	64 (	20 387)(	15 107)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65	3 271 622	1 887 887
Investissements à financer	66 (	15 325 480)(	5 511 838)
	67	(12 053 858)	(3 623 951)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	194 577 459	179 521 042
Propriétés destinées à la revente	69	2 714 477	2 969 474
Prêts	70		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
	73	197 291 936	182 490 516
Ajustements aux éléments d'actif	74		
	75	197 291 936	182 490 516
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	76 (	55 313 833)(	52 034 829)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (	484 167)(	447 171)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	3 839 900	4 339 900
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	239 455	225 005
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80		
	81 (	51 718 645)(	47 917 095)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 (	)(	)
	83 (	51 718 645)(	47 917 095)
	84	145 573 291	134 573 421

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Mont-Tremblant prévoit des prestations basées sur le salaire gagné chaque année et les rentes accumulées sont indexées chaque année. La dernière évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés de la Ville de Mont-Tremblant a été effectuée le 31 décembre 2022.

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(416 300)	1 241 000
Charge de l'exercice	4 (	654 200)(	1 152 500)
Cotisations versées par l'employeur	5	616 700	(504 800)
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(453 800)	(416 300)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	11 204 600	9 916 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	11 204 600)(	9 916 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(453 800)	(416 300)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(453 800)	(416 300)
Provision pour moins-value	12 (	) (	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(453 800)	(416 300)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	) (	)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	) (	)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 298 500	1 229 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	1 298 500	1 229 300
Cotisations salariales des employés	21 (	616 300)(	585 600)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	682 200	643 700
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(29 800)	1 596 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		(1 098 700)
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	652 400	1 141 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	579 400	644 100
Rendement espéré des actifs	32 (	577 600)(	632 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	1 800	11 500
Charge de l'exercice	34	654 200	1 152 500
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	494 000	1 355 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	577 600)(	632 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	(83 600)	723 300
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	150 900	436 700
Prestations versées au cours de l'exercice	39	439 100	14 621 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	10 512 800	9 198 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	1 606 000	569 800
DMERCA du nouveau volet	45	19	
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,00 %	5,60 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,60 %	3,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (	)(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville participe à un régime de retraite pour les employés-cadres permanents. L'employeur verse une cotisation maximale de 2,75 %. La participation au régime de retraite est obligatoire pour tous les employés-cadres permanents. Leurs cotisations sont également versées dans ce régime dans la même proportion que celle de la Ville.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	85 243	72 181
	110	85 243	72 181

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 43

Description des régimes et autres renseignements

La Ville participe à un régime enregistré d'épargne retraite individuel pour 4 employés du service de sécurité incendie. De plus, la Ville a cotisé dans le REER de 39 cadres pour des montants cotisés en trop dans le fonds de pension.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	23 727	23 211
Autres régimes	115		
	116	23 727	23 211

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) est un régime à prestations déterminées géré en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	18 777	17 582
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	63 280	59 250
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	63 280	59 250
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	40 438 330	40 590 984	36 728 837
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	370 795	375 063	392 428
Activités de fonctionnement	8	898 290	939 424	965 916
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	41 707 415	41 905 471	38 087 181
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 407 849	1 443 745	1 328 581
Égout	13	458 257	468 133	425 754
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 581 616	1 629 586	1 492 175
Autres				
▪ Contrôle des moustiques	16.1	186 157	192 885	177 470
Centres d'urgence 9-1-1	17		77 009	73 300
Service de la dette	18	198 866	171 039	75 820
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 832 745	3 982 397	3 573 100
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 832 745	3 982 397	3 573 100
	27	45 540 160	45 887 868	41 660 281

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	24 355	24 175	24 865
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	36 975	35 219	35 219
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	56 500	44 018	54 697
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	237 141	204 176	253 846
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	354 971	307 588	368 627
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	12 223	13 657	11 646
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	720	763	720
Taxes d'affaires	38			
	39	12 943	14 420	12 366
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	367 914	322 008	380 993

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50	30 200	35 095	8 800
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	97 067	39 676	37 147
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55	235 000	196 050	182 176
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61	4 000	2 685	3 235
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	29 720	14 290	18 214
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	40 000	57 781	34 624
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72	1 750	2 137	18 800
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	76 615	76 999	81 132
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	40 786	77 372	34 651
Autres	83	9 000	8 000	14 250
Réseau d'électricité	84			
	85	564 138	510 085	433 029

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86		
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91		1 829 389
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94	75 100	48 752
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102		
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120		1 365 005	2 731 878
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124		1 440 105	4 610 019

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	459 431	509 056	459 925
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	122 570	122 282	96 197
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134	47 430	47 318	37 224
	135	629 431	678 656	593 346
TOTAL DES TRANSFERTS	136	1 193 569	2 628 846	5 636 394

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141	12 000		12 725
Sécurité incendie	142	2 428 700	2 332 914	2 037 006
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	2 440 700	2 332 914	2 049 731
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147	1 000	932	932
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151	1 000	932	932
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173	154 500	154 501	151 474
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176	154 500	154 501	151 474
Réseau d'électricité				
	177			
	178	2 596 200	2 488 347	2 202 137

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	179	241 330	214 523	234 551
Évaluation	180			
Autres	181	269 315	277 473	267 594
	182	510 645	491 996	502 145
Sécurité publique				
Police	183		408	16 357
Sécurité incendie	184	48 600	76 416	73 281
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	48 600	76 824	89 638
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190	5 400	6 537	7 984
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191	4 000	4 000	4 000
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194	13 000	30 376	15 879
Autres	195			
	196	22 400	40 913	27 863
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198	10 000	34 288	48 048
Traitement des eaux usées	199	135 000	240 263	128 988
Réseaux d'égout	200	20 000	17 823	7 695
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201	25 000	12 284	11 230
Matières recyclables	202	307 320	259 719	256 854
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	497 320	564 377	452 815

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210	48 010	48 010	28 843
	211	48 010	48 010	28 843
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212	105 400	125 315	147 234
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214	16 665	15 377	15 721
Autres	215			
	216	122 065	140 692	162 955
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	525 950	625 350	514 582
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	6 290	7 935	11 555
Autres	219	79 500	127 276	73 419
	220	611 740	760 561	599 556
Réseau d'électricité				
	221			
	222	1 860 780	2 123 373	1 863 815
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	4 456 980	4 611 720	4 065 952

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	90 400	83 920	72 370
Droits de mutation immobilière	225	4 600 000	7 028 135	9 359 993
Droits sur les carrières et sablières	226	5 000	10 411	15 316
Autres	227			
	228	4 695 400	7 122 466	9 447 679
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	188 400	202 365	86 894
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	1 003 800	1 362 892	1 039 284
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		400	357 682
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		255 000	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236		747 547	3 492 510
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239		1 542 423	1 086 175
Redevances réglementaires	240			
Autres	241		268 972	58 311
	242		2 814 342	4 994 678
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	834 927	829 430	8 531	837 961	772 185
Greffé et application de la loi	2	1 306 651	1 128 245	24 574	1 152 819	1 017 712
Gestion financière et administrative	3	4 097 430	4 066 115	305 369	4 371 484	4 004 566
Évaluation	4	595 930	602 688		602 688	611 835
Gestion du personnel	5	964 414	869 392	1 344	870 736	890 819
Autres						
▪	6.1					
	7	7 799 352	7 495 870	339 818	7 835 688	7 297 117
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	6 682 485	6 723 102	82 381	6 805 483	7 741 987
Sécurité incendie	9	5 352 407	5 238 205	250 709	5 488 914	5 193 562
Sécurité civile	10	33 130	12 877		12 877	379 060
Autres	11	198 080	180 902		180 902	146 558
	12	12 266 102	12 155 086	333 090	12 488 176	13 461 167
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	2 923 545	2 624 690	3 535 406	6 160 096	5 725 475
Enlèvement de la neige	14	3 209 037	3 410 645	197 145	3 607 790	3 391 306
Éclairage des rues	15	189 451	236 715	48 552	285 267	280 600
Circulation et stationnement	16	127 098	308 480	22 405	330 885	245 557
Transport collectif						
Transport en commun	17	2 235 585	1 837 445	34 388	1 871 833	1 458 766
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20					
	21	8 684 716	8 417 975	3 837 896	12 255 871	11 101 704

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	1 141 503	1 105 788	680 402	1 786 190	1 663 368
Réseau de distribution de l'eau potable	23	516 027	372 290	594 394	966 684	905 543
Traitement des eaux usées	24	962 910	968 454	397 429	1 365 883	1 252 188
Réseaux d'égout	25	642 588	436 090	658 959	1 095 049	998 629
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	770 573	729 688		729 688	663 968
Élimination	27	422 810	422 808		422 808	317 128
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	834 315	872 502		872 502	869 642
Tri et conditionnement	29	831 385	971 688		971 688	774 833
Matières organiques						
Collecte et transport	30					
Traitement	31					
Matériaux secs	32					
Autres	33					
Plan de gestion	34	42 520	42 232		42 232	43 546
Autres	35					
Cours d'eau	36	275 000	9 224		9 224	12 424
Protection de l'environnement	37	548 007	707 544	38 157	745 701	502 897
Autres	38					
	39	6 987 638	6 638 308	2 369 341	9 007 649	8 004 166
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	28 000	17 226		17 226	21 801
Sécurité du revenu	41	1 275 040				
Autres	42	10 000	10 000		10 000	10 000
	43	1 313 040	27 226		27 226	31 801

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	2 284 403	1 910 875	94 718	2 005 593	1 862 128
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47	896 342	1 294 378	632	1 295 010	903 766
Tourisme	48	2 439 846	2 259 713	39 427	2 299 140	2 213 130
Autres	49					
Autres	50					
	51	5 620 591	5 464 966	134 777	5 599 743	4 979 024
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	670 987	646 050	57 533	703 583	227 967
Patinoires intérieures et extérieures	53	967 110	836 852	138 140	974 992	926 072
Piscines, plages et ports de plaisance	54	1 831 023	1 554 298	488 342	2 042 640	1 883 268
Parcs et terrains de jeux	55	3 422 651	3 397 423	1 159 705	4 557 128	3 925 112
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57	611 860	841 880		841 880	564 749
Autres	58	280 238	307 139	381 294	688 433	404 014
	59	7 783 869	7 583 642	2 225 014	9 808 656	7 931 182
Activités culturelles						
Centres communautaires	60	356 599	341 118		341 118	250 952
Bibliothèques	61	653 465	561 226	165 667	726 893	741 112
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62	54 832	60 888		60 888	37 606
Autres ressources du patrimoine	63					
Autres	64	479 738	556 278	83 070	639 348	606 459
	65	1 544 634	1 519 510	248 737	1 768 247	1 636 129
	66	9 328 503	9 103 152	2 473 751	11 576 903	9 567 311

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023		Réalisations 2023		Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	68	1 425 785	1 460 459		1 460 459	1 091 853
Autres frais	69	145 355	139 704		139 704	121 380
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	70		1 800		1 800	11 500
Autres	71					
	72	1 571 140	1 601 963		1 601 963	1 224 733
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		9 488 673 (	9 488 673)		

Renseignements financiers ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	12 956 910	13 011 917	11 578 572
Compensations tenant lieu de taxes	2	158 115	70 483	163 800
Quotes-parts	3			
Transferts	4	353 416	355 835	262 851
Services rendus	5	2 763 770	2 712 779	2 426 739
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7	1 725	107	216
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	280 900	379 573	289 924
Autres revenus	10	16 499	125 407	13 870
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	16 531 335	16 656 101	14 735 972
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15		75 100	48 752
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17			
Autres	18			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21		75 100	48 752
	22	16 531 335	16 731 201	14 784 724
Charges				
Administration générale	23	1 917 316	1 794 448	1 783 470
Sécurité publique	24	5 427 832	5 370 530	6 107 788
Transport	25	2 763 103	2 347 200	1 896 827
Hygiène du milieu	26			
Santé et bien-être	27	852 300	27 226	31 801
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 621 259	1 571 627	1 448 171
Loisirs et culture	29	2 331 383	2 370 050	2 035 622
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	206 725	193 372	189 003
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	15 119 918	13 674 453	13 492 682
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 411 417	3 056 748	1 292 042

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 411 417	3 056 748	1 292 042
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(75 100)	(48 752)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 411 417	2 981 648	1 243 290
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8			
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	869 100)	(869 100)	(1 077 827)
	18	(869 100)	(869 100)	(1 077 827)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	719 705)	(559 631)	(29 194)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	554 308	823 663	435 088
Réserves financières et fonds réservés	22	(376 920)	(348 914)	(301 570)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		8 962	10 311
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(542 317)	(75 920)	114 635
	26	(1 411 417)	(945 020)	(963 192)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 036 628	280 098

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	75 100	48 752
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	102 826)(	46 567)
Sécurité publique	3 (	1 322 218)(	270 805)
Transport	4 (	97 011)(	168 228)
Hygiène du milieu	5 (	)(	)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	)
Loisirs et culture	8 (	240 584)(	1 856 981)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	1 762 639)(	2 342 581)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	559 631	29 194
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	275 940	1 251 763
Réserves financières et fonds réservés	18	325 699	624 431
	19	1 161 270	1 905 388
	20	(601 369)	(437 193)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(526 269)	(388 441)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	5 798 362	5 340 071	5 488 336
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	1 075 278	949 597	1 546 874
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	5 768 649	4 650 520	4 177 013
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	206 725	193 372	189 003
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	2 268 095	2 526 360	2 090 500
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Autres	21.1	2 809	14 533	956
	22	15 119 918	13 674 453	13 492 682

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 893 882	3 285 618
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 420 137	2 091 374
Réserves financières et fonds réservés	3	568 165	544 950
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 913)(	1 996)
Financement des investissements en cours	5	93 919	620 188
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

▪ Surplus affectés divers	9.1	2 571 251	2 087 652
▪ Fonds de la criminalité	9.2		3 722
▪ Logements abordables	9.3	848 886	
	10	3 420 137	2 091 374

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
▪	11.1		
	12		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	13	516 682	493 467
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	14	36 892	36 892
Montant non réservé	15		
Fonds local d'investissement	16		
Fonds local de solidarité	17		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	18		
Autres			
▪ Fonds de stationnement	19.1	14 591	14 591
	20	568 165	544 950
	21	568 165	544 950

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	22 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	23 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	24 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	25 (	)(
Autres	26 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	27 (	)(
	28 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	29 (	)(
Assainissement des sites contaminés	30 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	31 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	32 (	)(
Autres		
▪	33.1 (	)(
	34 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	35 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	36 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	37 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	38 (	)(
Autres		
▪	39.1 (	)(
	40 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	41 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	42 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	43 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	44 (	)(
Autres		
▪ Autres financements	45.1 (	18 917)(
	46 (	18 917)(
		27 963)
		27 963)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	47	17 004	25 967
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	48		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	49		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	50		
Autres			
▪	51.1		
	52	17 004	25 967
	53	(1 913)	(1 996)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	54	315 003	841 272
Investissements à financer	55	(221 084)	(221 084)
	56	93 919	620 188

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	12 956 910	12 934 908	11 505 272
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	12 956 910	12 934 908	11 505 272
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12			
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17		77 009	73 300
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22		77 009	73 300
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26		77 009	73 300
	27	12 956 910	13 011 917	11 578 572

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2023	2023	2022
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	9 600	7 442	9 142
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	12 675	12 075	12 075
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	25 315	8 667	24 553
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	106 252	40 202	113 956
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	153 842	68 386	159 726
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	4 273	2 097	4 074
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	4 273	2 097	4 074
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	158 115	70 483	163 800

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50	30 200	35 095	8 800
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52			
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55	235 000	196 050	182 176
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalisations	
		2023	2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	74		
Sécurité du revenu	75		
Autres	76		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	77		
Rénovation urbaine	78		
Promotion et développement économique	79		
Autres	80		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	81		
Activités culturelles			
Bibliothèques	82	40 786	77 372
Autres	83		34 651
Réseau d'électricité	84		
	85	305 986	308 517
			225 627

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

	Budget 2023	Réalizations	
TRANSFERTS (suite)		2023	2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86		
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91		48 752
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94	75 100	
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102		
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget	Réalisations	
	2023	2023	2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120		
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124	75 100	48 752

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget 2023	Réalizations	
			2023	2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134	47 430	47 318	37 224
	135	47 430	47 318	37 224
TOTAL DES TRANSFERTS	136	353 416	430 935	311 603

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141	12 000		12 725
Sécurité incendie	142	2 428 700	2 332 914	2 037 006
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	2 440 700	2 332 914	2 049 731
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178	2 440 700	2 332 914	2 049 731

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	179	224 015	234 826	224 593
Évaluation	180			
Autres	181			
	182	224 015	234 826	224 593
Sécurité publique				
Police	183		408	16 357
Sécurité incendie	184	48 600	76 416	73 281
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	48 600	76 824	89 638
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191	4 000	4 000	4 000
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194	13 000	30 375	15 879
Autres	195			
	196	17 000	34 375	19 879
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198			
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
SERVICES RENDUS (suite)		2023	2023	2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214	16 665	15 377	15 721
Autres	215			
	216	16 665	15 377	15 721
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	10 500	10 528	15 622
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	6 290	7 935	11 555
Autres	219			
	220	16 790	18 463	27 177
Réseau d'électricité	221			
	222	323 070	379 865	377 008
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	2 763 770	2 712 779	2 426 739

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224			
Droits de mutation immobilière	225			
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228			
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	1 725	107	216
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	280 900	379 573	289 924
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	16 499	125 407	13 870
	242	16 499	125 407	13 870
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	214 931	208 869	192 458
Greffé et application de la loi	2	583 512	516 704	464 017
Gestion financière et administrative	3	829 992	822 259	743 311
Évaluation	4			
Gestion du personnel	5	288 881	246 616	383 684
Autres				
▪	6.1			
	7	1 917 316	1 794 448	1 783 470
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	8	109 535	166 201	1 215 114
Sécurité incendie	9	5 318 297	5 204 329	4 892 674
Sécurité civile	10			
Autres	11			
	12	5 427 832	5 370 530	6 107 788
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	13	242 675	217 115	194 038
Enlèvement de la neige	14	404 480	397 538	381 384
Éclairage des rues	15	26 643	26 906	26 989
Circulation et stationnement	16	10 590	25 656	13 983
Transport collectif				
Transport en commun	17	2 078 715	1 679 985	1 280 433
Transport aérien	18			
Transport par eau	19			
Autres	20			
	21	2 763 103	2 347 200	1 896 827

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget 2023	Réalisations	
			2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22			
Réseau de distribution de l'eau potable	23			
Traitement des eaux usées	24			
Réseaux d'égout	25			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	26			
Élimination	27			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	28			
Tri et conditionnement	29			
Matières organiques				
Collecte et transport	30			
Traitement	31			
Matériaux secs	32			
Autres	33			
Plan de gestion	34			
Autres	35			
Cours d'eau	36			
Protection de l'environnement	37			
Autres	38			
	39			
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	40	28 000	17 226	21 801
Sécurité du revenu	41	814 300		
Autres	42	10 000	10 000	10 000
	43	852 300	27 226	31 801
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	44			
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	45			
Autres biens	46			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	47			
Tourisme	48	1 621 259	1 571 627	1 448 171
Autres	49			
Autres	50			
	51	1 621 259	1 571 627	1 448 171

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget 2023	Réalisations	
			2023	2022
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	52			
Patinoires intérieures et extérieures	53	79 754	63 961	55 960
Piscines, plages et ports de plaisance	54	156 201	134 300	92 194
Parcs et terrains de jeux	55	1 285 927	1 497 325	1 159 829
Parcs régionaux	56			
Expositions et foires	57			
Autres	58	101 204	52 351	70 794
	59	1 623 086	1 747 937	1 378 777
Activités culturelles				
Centres communautaires	60			
Bibliothèques	61	653 465	561 225	619 239
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	62	54 832	60 888	37 606
Autres ressources du patrimoine	63			
Autres	64			
	65	708 297	622 113	656 845
	66	2 331 383	2 370 050	2 035 622
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	68	184 155	172 010	163 965
Autres frais	69	22 570	21 362	25 038
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	70			
Autres	71			
	72	206 725	193 372	189 003
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73			

Compétences de nature locale

Renseignements financiers audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	32 583 250	32 875 951	30 081 710
Compensations tenant lieu de taxes	2	209 799	251 526	217 193
Quotes-parts	3			
Transferts	4	840 153	832 905	763 523
Services rendus	5	1 693 209	1 898 942	1 639 213
Imposition de droits	6	4 695 400	7 122 466	9 447 679
Amendes et pénalités	7	186 676	202 259	86 678
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	722 900	983 318	749 360
Autres revenus	10	20 515	398 564	44 441
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	40 951 902	44 565 931	43 029 797
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15		1 365 005	4 561 267
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17		747 547	3 492 510
Autres	18		1 542 423	1 086 175
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21		3 654 975	9 139 952
	22	40 951 902	48 220 906	52 169 749
Charges				
Administration générale	23	5 882 035	5 701 423	5 209 805
Sécurité publique	24	6 838 270	6 784 556	6 978 898
Transport	25	5 921 613	6 070 775	5 530 771
Hygiène du milieu	26	6 987 638	6 638 306	5 660 263
Santé et bien-être	27			
Aménagement, urbanisme et développement	28	3 999 333	3 893 340	3 407 224
Loisirs et culture	29	6 997 120	6 733 102	5 500 239
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	1 364 415	1 408 591	1 035 730
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	37 990 424	37 230 093	33 322 930
Excédent (déficit) de l'exercice	34	2 961 478	10 990 813	18 846 819

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 961 478	10 990 813	18 846 819
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(3 654 975)	(9 139 952)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 961 478	7 335 838	9 706 867
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		400	806 291
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		400	806 291
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		255 000	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		255 000	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			5 931
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			5 931
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		85 237	48 834
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 264 900)	(3 264 900)	(3 012 173)
	18	(3 264 900)	(3 179 663)	(2 963 339)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(281 496)	(190 840)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	688 652	1 325 208	1 283 484
Réserves financières et fonds réservés	22	(385 230)	(494 349)	(502 582)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(18 137)	15 436
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	303 422	531 226	605 498
	26	(2 961 478)	(2 393 037)	(1 545 619)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		4 942 801	8 161 248

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	3 654 975	9 139 952
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	287 001)(	119 730)
Sécurité publique	3 (	)(	)
Transport	4 (	3 874 262)(	6 428 393)
Hygiène du milieu	5 (	6 114 700)(	4 735 083)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	689 165)(	59 588)
Loisirs et culture	8 (	11 817 323)(	18 544 006)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	22 782 451)(	29 886 800)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	119 203)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	7 864 763	3 540 135
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	281 496	190 840
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 352 041	2 693 736
Réserves financières et fonds réservés	18	1 725 535	942 792
	19	3 359 072	3 827 368
	20	(11 558 616)	(22 638 500)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(7 903 641)	(13 498 548)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	9 970 866	9 149 224	8 380 773
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	2 207 337	2 103 785	1 891 744
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	20 457 933	19 991 595	17 901 650
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 289 850	1 334 026	951 996
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	74 565	74 565	83 734
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	3 279 730	3 439 990	3 042 120
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	697 952	1 084 845	1 058 391
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21.1	12 191	52 063	12 522
	22	37 990 424	37 230 093	33 322 930

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 985 758	11 190 687
Excédent de fonctionnement affecté	2	8 621 753	7 201 277
Réserves financières et fonds réservés	3	2 987 724	2 168 910
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(18 474)	(13 111)
Financement des investissements en cours	5	(12 147 777)	(4 244 139)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

▪ Surplus affectés	9.1	5 669 805	5 354 061
▪ Surplus ordures	9.2	163 082	343 176
▪ Aqueduc/Égout/Usine STJ	9.3	1 153 468	983 692
▪ Aqueduc/Égout/Usine MTT	9.4	1 155 094	520 348
▪ Logements abordables	9.5	480 304	
	10	8 621 753	7 201 277

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
▪ sportives/éducatives	11.1	418 768	391 886
▪ Environnement	11.2	771 361	982 235
	12	1 190 129	1 374 121
Fonds réservés			
Fonds de roulement	13	1 535 785	576 045
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	14	161 810	161 810
Montant non réservé	15		
Fonds local d'investissement	16		
Fonds local de solidarité	17		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	18	100 000	50 000
Autres			
▪ Stationnement	19.1		6 934
	20	1 797 595	794 789
	21	2 987 724	2 168 910

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	22	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	23	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	24	()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	25	()	()
Autres	26	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	27	()	()
	28	()	()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	29	()	()
Assainissement des sites contaminés	30	()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	31	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	32	()	()
Autres			
▪	33.1	()	()
	34	()	()
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	35	()	()
Utilisation du fonds de roulement	36	()	()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	37	()	()
Utilisation du fonds de roulement	38	()	()
Autres			
▪	39.1	()	()
	40	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	41	()	()
Mesure relative à la COVID-19	42	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	43	220 542	197 042
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	44	()	()
Autres			
▪	45.1	()	()
	46	220 542	197 042

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	47	202 068	183 931
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	48		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	49		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	50		
Autres			
▪	51.1		
	52	202 068	183 931
	53 (	18 474)(	13 111)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	54	2 956 619	1 046 615
Investissements à financer	55 (	15 104 396)(	5 290 754)
	56	(12 147 777)	(4 244 139)

Compétences de nature locale

Renseignements financiers non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	27 481 420	27 656 076	25 223 565
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	370 795	375 063	392 428
Activités de fonctionnement	8	898 290	939 424	965 916
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	28 750 505	28 970 563	26 581 909
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 407 849	1 443 745	1 328 581
Égout	13	458 257	468 133	425 754
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 581 616	1 629 586	1 492 175
Autres				
▪ Contrôle des moustiques	16.1	186 157	192 885	177 471
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	198 866	171 039	75 820
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 832 745	3 905 388	3 499 801
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 832 745	3 905 388	3 499 801
	27	32 583 250	32 875 951	30 081 710

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2023	2023	2022
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	14 755	16 733	15 723
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	24 300	23 144	23 144
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	31 185	35 351	30 144
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	130 889	163 974	139 890
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	201 129	239 202	208 901
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	7 950	11 561	7 572
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	720	763	720
Taxes d'affaires	38			
	39	8 670	12 324	8 292
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	209 799	251 526	217 193

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalisations	
TRANSFERTS		2023	2023	2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	97 067	39 676	37 147
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61	4 000	2 685	3 235
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	29 720	14 290	18 214
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	40 000	57 780	(5 333)
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			39 956
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72	1 750	2 137	18 800
Autres	73			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		2023	2023	2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	76 615	76 999	81 132
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83	9 000	8 000	14 250
Réseau d'électricité	84			
	85	258 152	201 567	207 401

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

	Budget 2023	Réalizations	
TRANSFERTS (suite)		2023	2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86		
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91	23 363	1 829 389
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102		
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120		1 341 642	2 731 878
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124		1 365 005	4 561 267

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2023	Réalizations	
			2023	2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	459 431	509 056	459 925
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	122 570	122 282	96 197
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	582 001	631 338	556 122
TOTAL DES TRANSFERTS	136	840 153	2 197 910	5 324 790

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2023	Réalisations	
		2023	2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	137		
Évaluation	138		
Autres	139		
	140		
Sécurité publique			
Police	141		
Sécurité incendie	142		
Sécurité civile	143		
Autres	144		
	145		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	146		
Enlèvement de la neige	147	1 000	932
Autres	148		
Transport collectif	149		
Autres	150		
	151	1 000	932
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152		
Réseau de distribution de l'eau potable	153		
Traitement des eaux usées	154		
Réseaux d'égout	155		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	156		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	157		
Tri et conditionnement	158		
Autres	159		
Autres	160		
Cours d'eau	161		
Protection de l'environnement	162		
Autres	163		
	164		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173	154 500	154 501	151 474
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176	154 500	154 501	151 474
Réseau d'électricité	177			
	178	155 500	155 433	152 406

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179	182 276	156 792	168 924
Évaluation	180			
Autres	181	104 353	100 379	108 628
	182	286 629	257 171	277 552
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190	5 400	6 537	7 984
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	5 400	6 537	7 984
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198	10 000	34 288	48 048
Traitement des eaux usées	199	135 000	240 263	128 989
Réseaux d'égout	200	20 000	17 823	7 695
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201	25 000	12 284	11 230
Matières recyclables	202	307 320	259 719	256 854
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	497 320	564 377	452 816

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)		2023	2023	2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210	48 010	48 010	28 843
	211	48 010	48 010	28 843
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212	105 400	125 315	147 234
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216	105 400	125 315	147 234
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	515 450	614 822	498 959
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219	79 500	127 277	73 419
	220	594 950	742 099	572 378
Réseau d'électricité	221			
	222	1 537 709	1 743 509	1 486 807
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	1 693 209	1 898 942	1 639 213

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	90 400	83 920	72 370
Droits de mutation immobilière	225	4 600 000	7 028 135	9 359 993
Droits sur les carrières et sablières	226	5 000	10 411	15 316
Autres	227			
	228	4 695 400	7 122 466	9 447 679
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	186 676	202 259	86 678
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	722 900	983 318	749 360
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		255 000	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236		747 547	3 492 510
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239		1 542 423	1 086 175
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	20 515	143 564	44 441
	242	20 515	2 688 534	4 623 126
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	619 996	620 561	571 805
Greffé et application de la loi	2	723 139	611 542	534 662
Gestion financière et administrative	3	3 267 437	3 243 855	2 985 857
Évaluation	4	595 930	602 688	611 835
Gestion du personnel	5	675 533	622 777	505 646
Autres				
▪	6.1			
	7	5 882 035	5 701 423	5 209 805
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	8	6 572 950	6 556 901	6 418 487
Sécurité incendie	9	34 110	33 876	34 793
Sécurité civile	10	33 130	12 877	379 060
Autres	11	198 080	180 902	146 558
	12	6 838 270	6 784 556	6 978 898
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	13	2 682 763	2 409 041	2 170 958
Enlèvement de la neige	14	2 802 765	3 011 559	2 806 334
Éclairage des rues	15	162 625	209 722	200 105
Circulation et stationnement	16	116 590	282 993	209 478
Transport collectif				
Transport en commun	17	156 870	157 460	143 896
Transport aérien	18			
Transport par eau	19			
Autres	20			
	21	5 921 613	6 070 775	5 530 771

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	1 141 503	1 105 788	971 750
Réseau de distribution de l'eau potable	23	516 027	372 290	309 140
Traitement des eaux usées	24	962 910	968 454	850 434
Réseaux d'égout	25	642 588	436 090	371 475
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	26	770 573	729 688	663 968
Élimination	27	422 810	422 808	317 128
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	28	834 315	872 502	869 642
Tri et conditionnement	29	831 385	971 688	774 833
Matières organiques				
Collecte et transport	30			
Traitement	31			
Matériaux secs				
Autres	33			
Plan de gestion	34	42 520	42 232	43 546
Autres	35			
Cours d'eau	36	275 000	9 224	12 424
Protection de l'environnement	37	548 007	707 542	475 923
Autres	38			
	39	6 987 638	6 638 306	5 660 263
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	40			
Sécurité du revenu	41			
Autres	42			
	43			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	44	2 284 403	1 910 875	1 774 781
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	45			
Autres biens	46			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	47	896 342	1 294 378	903 450
Tourisme	48	818 588	688 087	728 993
Autres	49			
Autres	50			
	51	3 999 333	3 893 340	3 407 224

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	52	670 987	646 050	210 238
Patinoires intérieures et extérieures	53	887 356	772 891	734 733
Piscines, plages et ports de plaisance	54	1 674 822	1 419 997	1 302 732
Parcs et terrains de jeux	55	2 136 724	1 900 099	1 768 871
Parcs régionaux	56			
Expositions et foires	57	611 860	841 880	564 749
Autres	58	179 034	254 789	144 795
	59	6 160 783	5 835 706	4 726 118
Activités culturelles				
Centres communautaires	60	356 599	341 118	250 952
Bibliothèques	61			
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	62			
Autres ressources du patrimoine	63			
Autres	64	479 738	556 278	523 169
	65	836 337	897 396	774 121
	66	6 997 120	6 733 102	5 500 239
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	68	1 241 630	1 288 449	927 888
Autres frais	69	122 785	120 142	107 842
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	70			
Autres	71			
	72	1 364 415	1 408 591	1 035 730
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	19
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	20
Questionnaire	21
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	23
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	24
Analyse de la charge de quotes-parts	25

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	138 758	1 548 764
Usines de traitement de l'eau potable	2	119 738	168 578
Usines et bassins d'épuration	3	119 104	226 474
Conduites d'égout	4	2 289 406	2 472 819
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 611 242	3 123 558
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	183 308	
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	1 350 499	2 056 743
Autres infrastructures	11	55 538	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		81 120
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 364 356	19 678 639
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 080 806	668 713
Ameublement et équipement de bureau	18	403 088	263 090
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 184 757	1 316 207
Terrains	20	6 644 490	624 676
Autres	21		
	22	24 545 090	32 229 381

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	138 758	1 033 170
Usines de traitement de l'eau potable	2	119 738	168 578
Usines et bassins d'épuration	3	119 104	226 474
Conduites d'égout	4	2 289 406	2 246 610
Autres infrastructures	5	8 200 587	3 884 184
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		515 594
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		226 209
Autres infrastructures	10		1 296 117
Autres immobilisations corporelles	11	13 677 497	22 632 445
	12	24 545 090	32 229 381

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	198 702			198 702
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 522 205		519 700	3 002 505
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	44 421 193	7 950 000	3 614 300	48 756 893
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	48 142 100	7 950 000	4 134 000	51 958 100
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 339 900		500 000	3 839 900
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	4 339 900		500 000	3 839 900
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	4 339 900		500 000	3 839 900
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	4 339 900		500 000	3 839 900
	19	52 482 000	7 950 000	4 634 000	55 798 000
Dette en cours de refinancement	20 (	)			(
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	52 482 000	7 950 000	4 634 000	55 798 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	49 011 600	6 786 400	55 798 000
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	15 104 396	221 084	15 325 480
Activités de fonctionnement à financer	3			
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
▪	5.1			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	6			
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	161 810	36 892	198 702
Débiteurs	8	3 839 900		3 839 900
Autres montants	9			
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10			
Autres				
▪	11.1			
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	60 114 286	6 970 592	67 084 878
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats				
	13			
Endettement net à long terme	14	60 114 286	6 970 592	67 084 878
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	15	2 821 516		2 821 516
Communauté métropolitaine	16			
Autres organismes	17			
Endettement total net à long terme	18	62 935 802	6 970 592	69 906 394
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19			
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20			
	21			
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	62 935 802		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24			

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	575 930	571 990	600 305
Autres	3	1 062 670	1 076 040	984 995
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	34 110	33 876	34 793
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	156 870	157 460	143 896
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 055 500	1 208 434	903 841
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	194 580	193 250	175 212
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	162 370	161 498	158 534
Activités culturelles	23	37 700	37 442	40 544
Réseau d'électricité				
	24			
	25	3 279 730	3 439 990	3 042 120

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1	37 206	41 976
Charges sociales	2	5 250	10 249
Biens et services	3	24 502 634	32 177 156
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	24 545 090	32 229 381

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	46,64	37,50	101 404,09	4 989 333	1 180 692	6 170 025
Professionnels	2						
Cols blancs	3	42,92	35,00	85 042,71	2 557 995	605 960	3 163 955
Cols bleus	4	55,87	40,00	129 148,39	3 597 237	794 157	4 391 394
Policiers	5						
Pompiers	6	55,11	40,00	107 705,12	2 871 144	377 537	3 248 681
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	200,54		423 300,31	14 015 709	2 958 346	16 974 055
Élus	9	10,00			510 792	100 286	611 078
	10	210,54			14 526 501	3 058 632	17 585 133

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	196 050	75 100			271 150
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	14 290				14 290
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	938 484	688 799	678 343	37 780	2 343 406
	7	1 148 824	763 899	678 343	37 780	2 628 846

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	124 524	100 803
	4	124 524	100 803
Sécurité publique			
Police	5	15 439	23 497
Sécurité incendie	6		818
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	15 439	24 315
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	580 720	390 177
Enlèvement de la neige	11	26 253	17 996
Autres	12	303	357
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	607 276	408 530
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	22 904	24 361
Réseau de distribution de l'eau potable	17	10 383	10 167
Traitement des eaux usées	18	773	911
Réseaux d'égout	19	3 706	5 014
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	118 448	112 442
Autres	25		
	26	156 214	152 895
Santé et bien-être			
Logement social	27	3 562	4 198
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	3 562	4 198
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	198 856	165 518
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	198 856	165 518
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	488 380	359 385
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	7 712	9 089
Autres	38		
	39	496 092	368 474
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 601 963	1 224 733

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Luc Brisebois	1.1	Maire	114 761	18 207	7 633	
Tyler Cook	1.2	Conseiller	29 904	14 952		
Billie-Jeanne Graton	1.3	Conseiller	29 904	14 952		
Dominique Laverdure	1.4	Maire suppléant	32 669	16 335		
Joël Charbonneau	1.5	Conseiller	29 904	14 952	368	184
Catherine Drouin	1.6	Conseiller	30 129	15 064		
Sylvie Vaillancourt	1.7	Conseiller	29 904	14 952		
Guyline Lyras	1.8	Conseiller	29 904	14 952		
Roxanne Lacasse	1.9	Conseiller	29 904	14 952		
Kimberly Meyer	1.10	Conseiller	9 660	4 830		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 5 500 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

3 280 920 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

26 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

27 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

28 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

29 1 196 348 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

30 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

32 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

33 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

34 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

35 ☐ ☐

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

37 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

38 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 ☒ ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

41 _____ \$

- b) autres formes d'aide

42 171 858 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 42 890 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

- Systèmes de sécurité

46 \$

- Chaussées pavées - entretien préventif

47 \$

- Chaussées pavées - entretien palliatif

48 \$

- Chaussées en gravier - entretien préventif

49 \$

- Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 \$

- Systèmes de drainage

51 \$

- Abords de routes

52 \$

- Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 42 890 \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 42 890 \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

Pavage de chemins

- Relatives à l'entretien d'été :

Pavage de chemins

- e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

57 CM23 12 744

- b) Date d'adoption de la résolution

58 2023-12-18

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?
- 59 ☒ ☐
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 CM20 01 049
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2020-01-20
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 851
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 381
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)?
- 72 ☐ ☒

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

Annexe
Autres renseignements financiers non audités
non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalisations	
		2023	2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		61 588
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	223 298	1 813 123
Autres infrastructures	11	55 538	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		81 120
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	800 933	221 223
Ameublement et équipement de bureau	18	113 888	80 411
Machinerie, outillage et équipement divers	19	568 982	85 116
Terrains	20		
Autres	21		
	22	1 762 639	2 342 581

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2023	2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	278 836	1 874 711
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	1 483 803	467 870
	12	1 762 639	2 342 581

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION**Non audité****OUI NON**

- | | | |
|--|---|--|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | _____ 1 500 000 \$ |
| 2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? | 2 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice : | | |
| a) crédits de taxes | 3 | _____ \$ |
| b) autres formes d'aide | 4 | _____ \$ |
| 3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 | 6 | _____ \$ |
| 4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 7 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| 5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM? | 8 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 | 9 | _____ \$ |

Compétences de nature locale

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalisations	
		2023	2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	138 758	1 548 764
Usines de traitement de l'eau potable	2	119 738	168 578
Usines et bassins d'épuration	3	119 104	226 474
Conduites d'égout	4	2 289 406	2 472 819
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 611 242	3 061 970
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	183 308	
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	1 127 201	243 620
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 364 356	19 678 639
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	279 873	447 490
Ameublement et équipement de bureau	18	289 200	182 679
Machinerie, outillage et équipement divers	19	615 775	1 231 091
Terrains	20	6 644 490	624 676
Autres	21		
	22	22 782 451	29 886 800

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalisations	
		2023	2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	138 758	1 033 170
Usines de traitement de l'eau potable	2	119 738	168 578
Usines et bassins d'épuration	3	119 104	226 474
Conduites d'égout	4	2 289 406	2 246 610
Autres infrastructures	5	7 921 751	2 009 473
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		515 594
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		226 209
Autres infrastructures	10		1 296 117
Autres immobilisations corporelles	11	12 193 694	22 164 575
	12	22 782 451	29 886 800

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	575 930	571 990	600 305
Autres	3	1 062 670	1 076 040	984 995
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	34 110	33 876	34 793
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	156 870	157 460	143 896
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 055 500	1 208 434	903 841
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	194 580	193 250	175 212
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	162 370	161 498	158 534
Activités culturelles	23	37 700	37 442	40 544
Réseau d'électricité				
	24			
	25	3 279 730	3 439 990	3 042 120

Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes	1
Ventilation des dépenses mixtes par compétences	3
Notes complémentaires	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Aux membres du conseil de la
Ville de Mont-Tremblant

Opinion

Nous avons effectué l'audit du tableau de la ventilation des dépenses mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de l'agglomération de la VILLE DE MONT-TREMBLANT (ci-après l'« agglomération »), pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023, ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelé collectivement ci-après le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement 2005-A-01 adopté par le conseil d'agglomération le 19 décembre 2005 et au règlement 2017-A-52 adopté le 11 septembre 2017 (ci-après les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'agglomération conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note 2 afférente au tableau, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à l'agglomération de répondre aux exigences de l'article 70 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'agglomération.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'agglomération;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

PATRICE FORGET, CPA auditeur
 AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
 Ville de Mont-Tremblant, le 25 avril 2024

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023					2022
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Éliminations	Total
		Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations	Budget
							Réalisations
Dépenses							
Administration générale	1	1 542 749	1 481 945	3 949 416	3 793 759		5 275 704
Sécurité publique	2						4 619 971
Transport	3	595 388	612 809	5 755 753	5 902 904		6 515 713
Hygiène du milieu	4						5 886 595
Santé et bien-être	5						
Aménagement, urbanisme et développement	6	10 298	17 882	10 298	17 882		35 764
Loisirs et culture	7	590 850	493 912	944 946	791 401		22 332
Frais de financement	8						1 285 313
	9	2 739 285	2 606 548	10 660 413	10 505 946		1 188 602
							13 112 494
							11 717 500

NOTES COMPLÉMENTAIRES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

La Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le Décret concernant l'agglomération de Mont-Tremblant (décret 846-2005), énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, les charges engagées par la Ville de Mont-Tremblant dans l'accomplissement, par l'administration municipale, d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une autre compétence, sont des charges mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération qui établit tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une charge mixte constitue une charge faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Mont-Tremblant excluant les organismes contrôlés et partenariats.

Les charges mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement 2005-A-01 adopté par le conseil d'agglomération le 19 décembre 2005 et par le règlement 2017-A-52 adopté par le conseil d'agglomération le 11 septembre 2017.

Ainsi, la partie d'une charge mixte liée aux activités d'administration générale, transport, aménagement et urbanisme ainsi que loisirs et culture, qui constitue une charge faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction de données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources financières qui y sont consacrées.

2. Principales méthodes comptables

Les charges présentées dans le tableau de la ventilation des charges mixtes de l'administration municipale sont extraites des états financiers de la Ville de Mont-Tremblant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023, lesquels sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. La note 2 des états financiers décrit les méthodes comptables appliquées.

De par leur nature, les charges mixtes de l'administration municipale n'incluent aucun élément de conciliation à des fins fiscales.

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2 ☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 ☐☒

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6 ☐☒

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 ☐☒

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 ☐☐

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes?

10 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

11 ☐☐

9. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?

12 ☐☒

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-05-13

Nom du signataire : Claudine Fréchette

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : 2024-05-14

Date et heure de la dernière
modification : 2024-05-14 09:51

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	57 483 237	61 222 432	58 123 451
Investissement	2		3 730 075	9 188 704
	3	57 483 237	64 952 507	67 312 155
Charges	4	53 571 082	60 393 219	55 667 023
Excédent (déficit) de l'exercice	5	3 912 155	4 559 288	11 645 132
Moins : revenus d'investissement	6 (	)(	3 730 075)(	9 188 704)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	3 912 155	829 213	2 456 428
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		9 488 673	8 851 409
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		85 237	48 834
Remboursement de la dette à long terme	10 (	4 134 000)(	4 134 000)(	4 090 000)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	719 705)(	841 127)(	220 034)
Excédent (déficit) accumulé	12	941 550	1 296 433	940 168
Autres éléments de conciliation	13		255 000	454 540
	14	(3 912 155)	6 150 216	5 984 917
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		6 979 429	8 441 345

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	15 102 298	23 575 568
Débiteurs	2	20 169 930	19 696 890
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	35 272 228	43 272 458
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	55 313 833	52 034 829
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	453 800	416 300
Autres	9	16 584 188	17 379 165
	10	72 351 821	69 830 294
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(37 079 593)	(26 557 836)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	194 577 459	179 521 042
Autres	13	4 478 599	4 453 971
	14	199 056 058	183 975 013
Excédent (déficit) accumulé	15	161 976 465	157 417 177

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	12 879 640	14 476 305
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Surplus affecté Agglo	2.1	2 571 251	2 087 652
▪ Surplus affecté local	2.2	5 669 805	5 354 061
▪ Surplus ordures	2.3	163 082	343 176
▪ Aqueducs/égouts/usines STJ	2.4	1 153 468	983 692
▪ Aqueducs/égouts/usines MTT	2.5	1 155 094	520 348
▪ Fonds de la criminalité	2.6		3 722
▪ Logements abordables - Local	2.7	480 304	
▪ Logements abordables - Agglo	2.8	848 886	
	3	12 041 890	9 292 651
Réserves financières			
▪ Sportives et éducatives	4.1	418 768	1 374 121
▪ Environnement	4.2	771 361	
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	2 052 467	1 069 511
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	198 702	198 702
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	100 000	50 000
Autres			
▪ Stationnement	10.1	14 591	21 524
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(20 387)	(15 107)
Financement des investissements en cours	12	(12 053 858)	(3 623 951)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	145 573 291	134 573 421
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	161 976 465	157 417 177

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2023

		Compétences de nature locale	Portrait global
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	60 114 286	67 084 878
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	62 935 802	69 906 394
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>			

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	198 702	198 702
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	48 756 893	44 421 193
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	3 002 505	3 522 205
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 839 900	4 339 900
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	55 798 000	52 482 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Budget	Réalisations
Fonctionnement			
Taxes	12	45 540 160	45 887 868
Compensations tenant lieu de taxes	13	367 914	322 008
Quotes-parts	14		
Transferts	15	1 193 569	1 188 741
Services rendus	16	4 456 980	4 611 720
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	4 883 800	7 324 831
Autres	18	1 040 814	1 887 264
	19	57 483 237	61 222 432
Investissement			
Taxes	20		
Quotes-parts	21		
Transferts	22		1 440 105
Autres	23		2 289 970
	24		3 730 075
	25	57 483 237	64 952 507

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	7 799 352	7 495 870	339 818	7 835 688	7 297 117
Sécurité publique						
Police	2	6 682 485	6 723 102	82 381	6 805 483	7 741 987
Sécurité incendie	3	5 352 407	5 238 205	250 709	5 488 914	5 193 562
Autres	4	231 210	193 779		193 779	525 618
Transport						
Réseau routier	5	6 449 131	6 580 530	3 803 508	10 384 038	9 642 938
Transport collectif	6	2 235 585	1 837 445	34 388	1 871 833	1 458 766
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	3 263 028	2 882 622	2 331 184	5 213 806	4 819 728
Matières résiduelles	9	2 901 603	3 038 918		3 038 918	2 669 117
Autres	10	823 007	716 768	38 157	754 925	515 321
Santé et bien-être	11	1 313 040	27 226		27 226	31 801
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	2 284 403	1 910 875	94 718	2 005 593	1 862 128
Promotion et développement économique	13	3 336 188	3 554 091	40 059	3 594 150	3 116 896
Autres	14					
Loisirs et culture	15	9 328 503	9 103 152	2 473 751	11 576 903	9 567 311
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 571 140	1 601 963		1 601 963	1 224 733
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	53 571 082	50 904 546	9 488 673	60 393 219	55 667 023
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		9 488 673 (	9 488 673)		
	21	53 571 082	60 393 219		60 393 219	55 667 023

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	3 730 075	9 188 704
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	24 545 090)(	32 229 381)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	119 203)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	7 864 763	3 540 135
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	841 127	220 034
Excédent accumulé	6	3 679 215	5 512 722
	7	(12 159 985)	(23 075 693)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(8 429 910)	(13 886 989)

Extrait du rapport financier, page S14